



Bonjour,

Octobre a malmené les marchés de devises, un peu partout sur la planète. L'économie du Canada tourne de moins en moins vite, si bien que l'ancien gouverneur de la Banque du Canada Mark Carney affirme qu'il serait difficile d'éviter une prochaine récession. Aux États-Unis, la pression financière est si forte sur les ménages que 1 travailleur à temps plein sur 2 est aujourd'hui en quête d'un second emploi. L'inflation est maintenant telle en Europe que les experts de l'OCDE estiment que la plupart de ses pays seront en récession durant toute l'année 2023. Au Royaume-Uni, la crise a fait imploser le gouvernement Truss, après seulement 45 jours au pouvoir. De son côté, Xi Jinping a renforcé son emprise sur la présidence chinoise, ce qui inquiète grandement les investisseurs occidentaux. Enfin, les coûts de fret par conteneur sont à présent en chute libre, ce qui représente une bonne nouvelle pour les compagnies et consommateurs canadiens.

Bonne lecture!



## CAD

La valeur de la paire USDCAD a oscillé entre 1.3494 à 1.3979 durant le mois d'octobre pour terminer à 1.3622. L'Indice des prix à la consommation (IPC) a augmenté de 6.9% en septembre par rapport à la même période l'année dernière, selon Statistique Canada. Cela fait maintenant trois mois d'affilée que l'inflation recule au pays, surtout en raison de la diminution du prix de l'essence. Il est toutefois à noter que le coût des aliments et des boissons non alcoolisées est, lui, toujours en progression (+10.3% en septembre contre +9.8% en août).

La Banque du Canada a augmenté en octobre son taux directeur de 50 points de base, à 3.75%. Cette sixième hausse de suite est survenue alors qu'un sondage mené par Ipsos pour le compte du cabinet en insolvabilité MNP venait de mettre au jour le fait que 6 Canadiens sur 10 se disaient « sérieusement préoccupés » par l'incidence de la progression des taux d'intérêt sur leur situation financière. Ainsi, 52% de ceux qui gagnent 100 000 dollars ou plus par an ont indiqué s'inquiéter de ne plus être en mesure de rembourser leurs dettes.

C'est bien simple, le nombre de dossiers d'insolvabilité (faillites et propositions de faillite) déposés en août a bondi de 27% auprès des ménages canadiens par rapport au mois précédent, selon les dernières données du Bureau du surintendant des faillites. Et celui des entreprises canadiennes, de... 66%.

Au Québec, le produit intérieur brut (PIB) a reculé en juillet de 0.5%, alors que celui du Canada a augmenté de 0.1%, selon l'Institut de la statistique du Québec. Cela fait maintenant quatre mois d'affilée que le PIB québécois est en recul, ce qui ne s'était plus produit depuis la crise des subprimes, en 2008. Les économistes de Desjardins estiment qu'une récession (deux trimestres consécutifs dans le rouge) ne peut plus être évitée au Québec.



## USD

L'indice Dollar US (DXY) a fluctué en octobre, passant de 112.12 à 111.55 avec un pic à 113.94. L'inflation s'est accélérée aux États-Unis durant le mois de septembre, les prix à la consommation ayant augmenté de 8.2% par rapport à la même période l'année dernière. D'un mois à l'autre, les prix ont progressé de 0.4% d'août à septembre alors que de juillet à août ils n'avaient crû que de 0.1%.

La pression financière sur les ménages est maintenant telle que 46% des Américains disent aujourd'hui que leur situation financière est « mauvaise », selon un sondage de l'Associated Press-NORC Center for Public Affairs Research. En mars dernier, ce même pourcentage était de 37%.

En guise de conséquence, 38% des travailleurs à temps plein cherchent activement un second emploi, a révélé une enquête menée par Qualtrics International. En parallèle, 18% des travailleurs ont d'ores et déjà déménagé dans une zone où le coût de la vie est moins élevé, histoire de réduire leur niveau de dépenses ; et 13% prévoient de le faire sous peu.

L'énorme pression que subissent les ménages américains va-t-elle inciter la Réserve fédérale (Fed) à se montrer plus accommodante? La plupart des analystes s'attendent à ce que la prochaine annonce, qui aura lieu le 2 novembre, revienne à une augmentation du taux directeur de 75 points de base. Néanmoins, ils pensent que des signes seront alors envoyés pour indiquer la fin du cycle des hausses. D'ailleurs, Mary Daly, la présidente de la Fed de San Francisco, a déclaré à la mi-octobre qu'il était temps de songer à « renoncer » aux hausses de taux.

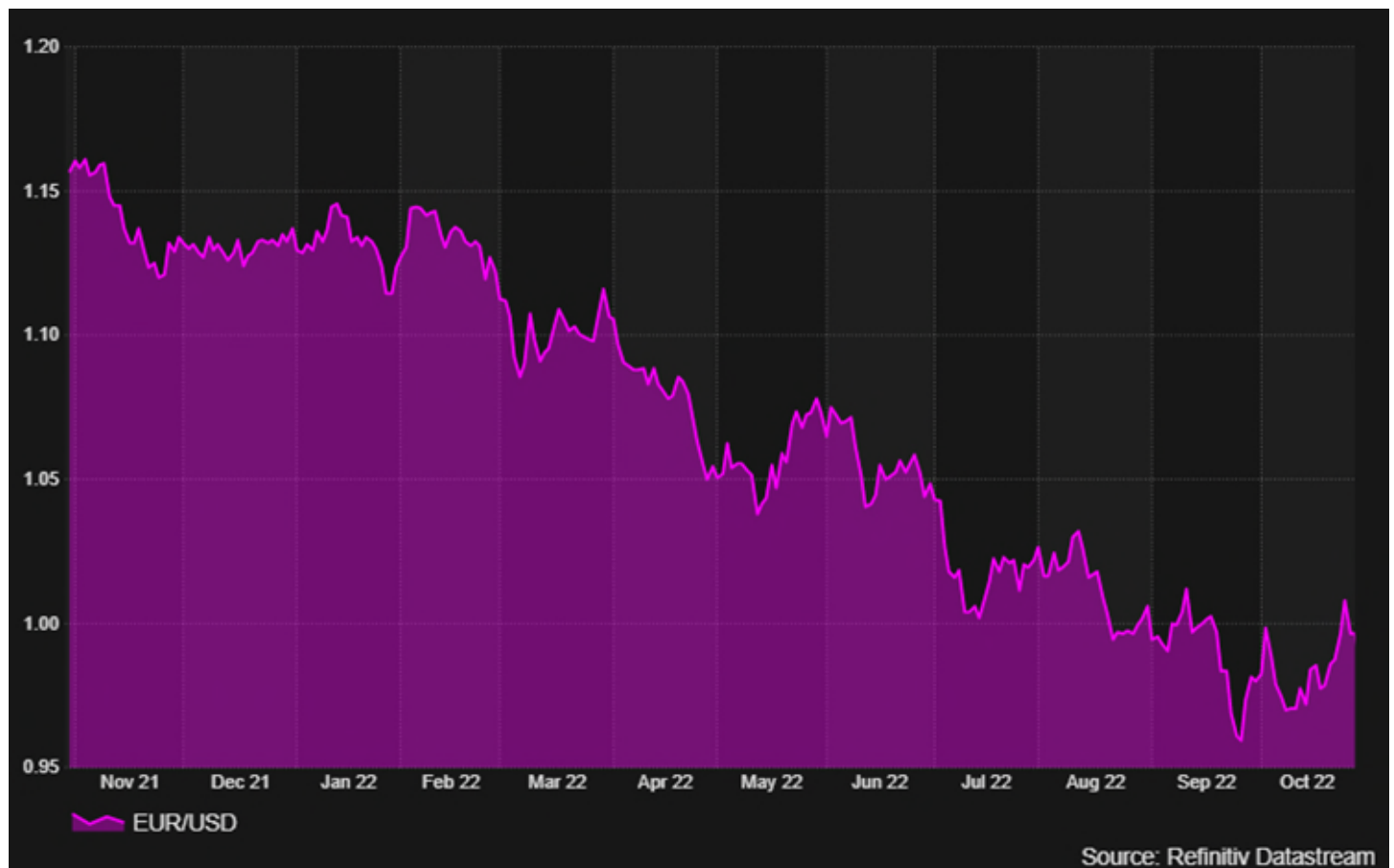


## EUR

En octobre, l'euro est passé brièvement au-dessus de la parité avec le dollar américain, la valeur de la paire EURUSD ayant fluctué entre 0.9632 et 1.0094 pour terminer le mois à 0.9883.

L'inflation ne cesse de s'aggraver dans la zone euro. Elle a atteint 10% en septembre, contre 9.1% en août, selon Eurostat. Sont surtout en cause les prix de l'énergie, fouettés par la guerre russe en Ukraine : ils ont bondi en septembre de 40.8% par rapport au même mois de l'année dernière. Les pays baltes sont les plus touchés par l'inflation, avec des taux avoisinant les 22% en Estonie, en Lituanie et en Lettonie. Le taux le plus faible, de 6.2%, a été observé en France. L'inflation galopante a poussé la Banque centrale européenne (BCE) à augmenter de nouveau ses taux d'intérêt de 75 points de pourcentage à 1.50% en octobre, après une hausse similaire en septembre. Et malgré le risque grandissant d'une récession, « d'autres augmentations agressives » sont à prévoir « dans les mois à venir », selon Jack Allen-Reynolds, économiste senior chez Capital Economics à Londres.

Les analystes de la BCE estiment que l'inflation dans la zone euro sera de 8.1% en 2022 et de 5.5% en 2023. Quant à la croissance économique, ils considèrent qu'elle sera de 3.1% cette année et de 0.9% l'an prochain. De son côté, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a averti que plusieurs pays européens, dont l'Allemagne, seraient sûrement en récession « durant toute l'année 2023 ». Ses experts pensent que les « probables perturbations énergétiques hivernales » provoqueront un sérieux coup de frein aux économies dépendantes du gaz russe. Seraient principalement visés par ce phénomène les pays baltes, la Slovaquie, la Pologne, l'Autriche, l'Allemagne, l'Italie et la France, indique une note du Sénat français.



## GBP

En Grande-Bretagne, la valeur de la paire GBPUSD a progressé en octobre, passant de 1.1161 à 1.1469. Ce regain s'explique essentiellement par la démission de Liz Truss du poste de première ministre, après seulement 45 jours au pouvoir. Ses promesses de baisses massives d'impôts, principalement financées par davantage d'émissions de dette, avaient affolé les marchés au point de provoquer une plongée de la livre sterling et un envol des taux d'intérêt. Son successeur, Rishi Sunak, a su calmer le jeu en repoussant au 17 novembre la présentation de nouvelles mesures budgétaires. « Le gouvernement actuel va rétablir la stabilité économique, et il le fera d'une manière juste et empreinte de compassion », a-t-il déclaré au Parlement à la fin d'octobre, en confirmant la « mise aux oubliettes » du programme financier du précédent gouvernement. M. Sunak, un ex-banquier de Goldman Sachs et ex-ministre des Finances, a averti que des « décisions difficiles » seraient nécessaires pour « réparer les erreurs » de Liz Truss. Pour ce faire, il a jugé bon de reconduire à son poste le ministre des Finances, Jeremy Hunt. C'est que ce dernier avait reconnu plusieurs semaines auparavant que nombre de promesses de la première ministre risquaient de se traduire par une « grave crise sociale ».

L'inflation a atteint 10.1% sur un an en septembre, alors qu'elle avait été de 9.9% le mois précédent. Andrew Bailey, le gouverneur de la Banque d'Angleterre, a confié, en marge d'une réunion du Fonds monétaire international (FMI), qu'il fallait par conséquent s'attendre à un prochain redressement des taux d'intérêt : « Dans l'état actuel des choses, les pressions inflationnistes nécessitent une réponse plus forte que ce que nous anticipions en août », a-t-il dit. La prochaine réunion de politique monétaire de la Banque d'Angleterre doit se tenir le 3 novembre. La plupart des analystes misent sur une hausse du taux directeur de la banque centrale anglaise de 75 points de base, à 3% ; certains pensent même que l'augmentation pourrait être de 100 points de base.



## CNY

En Chine, la paire USDCNY est passée en octobre de 7.1160 à 7.3015. Sur le marché offshore (hors de Chine), le dollar américain a gagné 1.2%, à 7.33 renminbis, lors de la seule journée du 24 octobre. Il s'agissait de sa troisième plus forte hausse journalière depuis le 11 août 2015 (+2.8%) et le 5 août 2019 (+1.8%). Or, ces deux dates avaient inauguré à chaque fois des périodes chaotiques pour la devise chinoise, marquées, pour la première, par une dévaluation du yuan, et pour la seconde, par un début de guerre commerciale avec les États-Unis. Cette fuite en avant du yuan inquiète au plus haut point les investisseurs occidentaux. Certains se demandent si l'on n'assiste pas à une dévaluation compétitive déguisée du yuan. Et d'autres, au début d'une crise de change alimentée par des fuites de capitaux à répétition.

C'est qu'une vente massive d'actifs chinois s'est produite à l'issue du XXe Congrès du Parti communiste chinois (PCC), qui a consacré en octobre la toute-puissance du président Xi Jinping. Elle découlait de la conviction des investisseurs occidentaux que les mesures à venir de l'homme fort de Beijing allaient davantage concerner la sécurité nationale que l'économie. Et ce, en raison du fait que, pour son troisième mandat, Xi Jinping s'est surtout entouré de responsables du PCC dont les compétences concernent la défense, non pas la finance. Pourtant, il y a clairement urgence économique. À commencer par le fait que la Chine est de moins en moins l'« atelier du monde » : une récente étude de CNBC a montré que le Vietnam, la Malaisie, le Bangladesh, l'Inde et Taïwan fabriquaient et exportaient de plus en plus de produits (meubles, vêtements, chaussures, gadgets électroniques, etc.), au détriment de la Chine. Une simple donnée est révélatrice à cet égard : en septembre, les ports chinois ont expédié 8.6 millions de conteneurs, soit 23% de moins qu'au même mois de 2021, selon la firme de suivi de fret Project44. Bref, une interrogation perdure, taraudante : que va donc faire le nouveau timonier chinois pour redresser la barre de la deuxième économie mondiale?





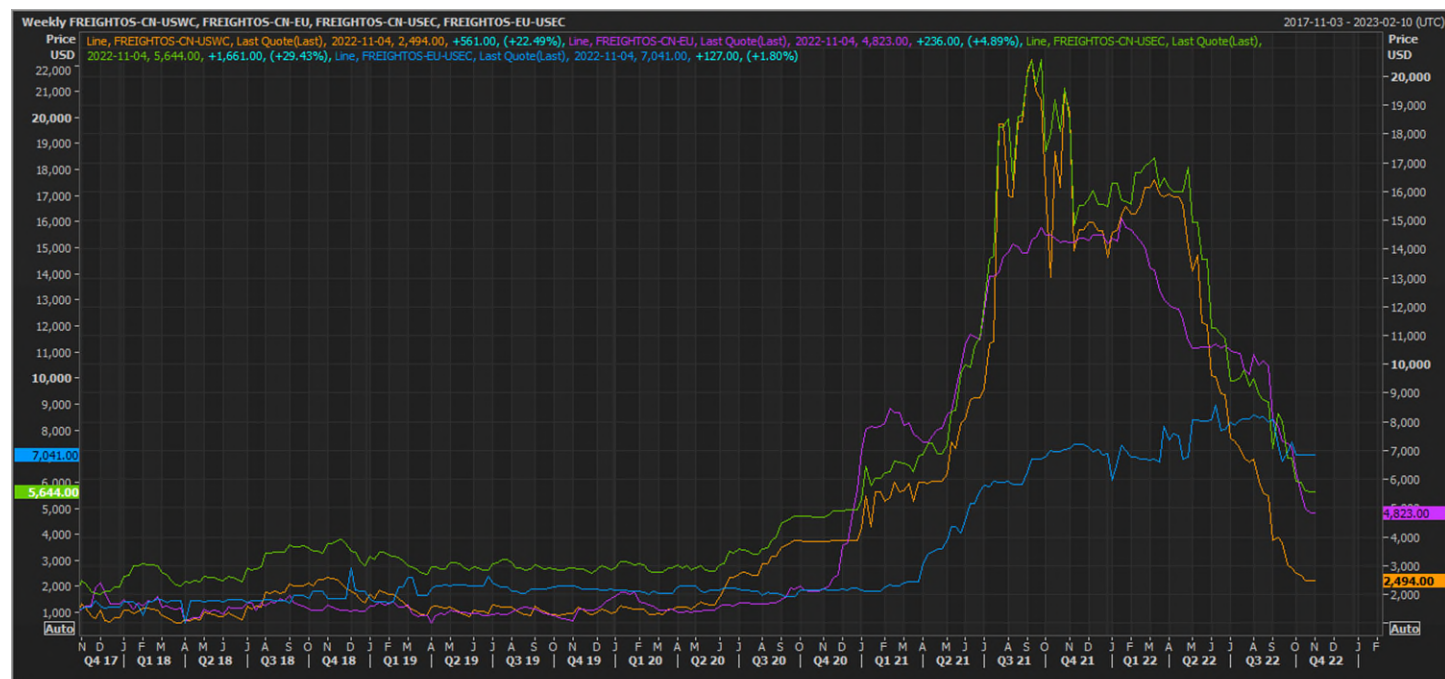
## Transport maritime

L'Indice composite mondial Freightos Baltic Index (FBX), qui suit les coûts de fret des conteneurs de 40 pieds sur 12 routes maritimes majeures, ne cesse de diminuer depuis près de 8 mois. Il valait 3 340 USD le 28 octobre, soit 67% de moins qu'à la même date de l'année dernière. Sa valeur actuelle est inférieure de 10% à la moyenne sur 5 ans, ce qui signifie un « retour à des prix plus normaux », selon les analystes de Drewry, une société de recherche et de conseil maritime.

La plus grande baisse concerne la ligne China / East Asia - North America West Coast (-85% sur un an) pendant que la ligne China / East Asia - North America East est en baisse de 71% sur un an.

Cette chute des coûts de transport maritime traduit le ralentissement des exportations chinoises, à la suite d'une diminution de la demande des pays occidentaux et d'une anticipation généralisée d'une récession mondiale en 2023. « Les détaillants et les gros acheteurs occidentaux se montrent de plus en plus prudents concernant la demande des consommateurs, et commandent donc de moins en moins », a expliqué Christian Roeloffs, le PDG de la plateforme logistique Container xChange, dans une mise à jour.

Cette correction a plusieurs effets positifs : la congestion des grands ports va en s'atténuant, les temps d'attente des navires diminuent et les délais de rotation des conteneurs s'amointrissent. Résultat? Les échanges internationaux se font maintenant plus fluides, après deux années de congestion portuaire due en grande partie à la pandémie de COVID-19.



Freightos Baltic Index (FBX): Global Container Freight Index

## VU DANS NOTRE PÉRISCOPE

### La Californie, bientôt 4e économie mondiale?

En 2023, le produit intérieur brut (PIB) de la Californie pourrait dépasser celui de l'Allemagne. C'est du moins ce qu'avancent des experts consultés par Bloomberg. Selon les données de 2021, le PIB allemand est de l'ordre de 4 200 milliards USD et celui de la Californie de 3 300 milliards USD. Mais la première puissance économique d'Europe ne connaît qu'une faible croissance cette année et se dirige vers une récession en 2023. Et de son côté, le Golden State a le vent dans les voiles, avec notamment la capitalisation boursière de ses entreprises des secteurs des médias, des logiciels et de l'informatique (Alphabet, Apple, etc.) qui a crû de 731% au cours des trois dernières années, soit 1.74 fois plus que celle de leurs équivalentes Allemandes. Si la tendance se maintient, la Californie deviendrait donc la 4e économie mondiale, derrière les États-Unis, la Chine et le Japon.

Source : Bloomberg

<https://www.bloomberg.com/opinion/articles/2022-10-24/california-poised-to-overtake-germany-as-world-s-no-4-economy>

### Le Brexit, un frein au commerce

Le Brexit a donné un sérieux coup de frein au commerce entre le Royaume-Uni et l'Europe. Les exportations britanniques en direction de l'Union européenne sont aujourd'hui inférieures de 16% à ce qu'elles auraient été si le Royaume-Uni n'avait pas quitté le marché unique. C'est ce qui ressort d'une étude menée par l'Economic and Social Research Institute, qui est établi à Dublin, en Irlande. Quant aux exportations de l'Union européenne vers le Royaume-Uni, elles ont chuté encore plus, à hauteur de 20%. À la lumière de cette étude, Peter Norris, qui est chargé par la Commission britannique du commerce et des affaires de surveiller l'impact du Brexit, a déclaré que « la récupération du commerce perdu avec l'Europe devrait être une priorité absolue » alors que le Royaume-Uni entre en récession.

Source: The Guardian

<https://www.theguardian.com/politics/2022/oct/20/trade-from-uk-to-eu-16-lower-than-if-brexit-had-not-happened-report-finds>

## JOURNÉES DE CONSULTATIONS VIRTUELLES SANS FRAIS

Afin de contribuer au soutien des PME du Québec, FINMETRIX offre des consultations confidentielles, sans frais et sans engagement tous les vendredis. L'objectif est d'effectuer le bilan de la situation et trouver une solution adaptée en matière de gestion de risques de devises. N'hésitez pas à partager avec les entreprises dans le besoin.

Durée : séance de 30 minutes à distance

Contactez-nous pour vous inscrire : [strategie@finmetrix.com](mailto:strategie@finmetrix.com)

N'hésitez pas à communiquer avec nous pour toutes questions.

Bonne journée.

FINMETRIX